

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 26/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LH LOGISTICS PROPCO SCI

78 Avenue Raymond Poincaré
75116 Paris

Références : 20251027_levée de mise en demeure
Code AIOT : 0003901228

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2025 dans l'établissement LH LOGISTICS PROPCO SCI implanté PLPN2 - Oudalle / Sandouville 76430 Sandouville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LH LOGISTICS PROPCO SCI
- PLPN2 - Oudalle / Sandouville 76430 Sandouville
- Code AIOT : 0003901228
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

LH LOGISTICS PROPCO est un entrepôt de stockage de matières combustibles de plus 1 340 000 m³ au total et composé de 12 cellules. Ces dernières sont destinées à être occupées par différents locataires. L'exploitation de l'entrepôt a débuté en juillet 2024 avec l'arrivée du premier locataire.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Extinction automatique incendie	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.7.3.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.4.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.4.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	2 mois
5	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.5.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	1 mois
6	Plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.7.6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.7.3.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 1.5.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rapport d'incident	Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 2.4.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Indisponibilité temporaire du système d'EAI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Pt 22 l'annexe II	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 22/07/2025, réalisée à la suite du départ de feu survenu au niveau du tableau électrique de la cellule B3, a conduit à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/09/2025. Sur les quatre non-conformités visées par cet arrêté, trois peuvent désormais être considérées comme levées : la remise en service des installations d'extinction automatique, de détection incendie et des équipements électriques de la cellule B3. En revanche, une non-conformité reste à traiter, concernant la mise en conformité d'une vanne d'isolement et des pompes de relevage du système de rétention des eaux d'incendie.

Par ailleurs, l'inspection a relevé de nouveaux manquements à l'arrêté préfectoral du 17/06/2019 : d'une part, le rapport semestriel de septembre 2025 fait état de non-conformités sur l'installation d'extinction automatique, dont deux susceptibles de compromettre son efficacité (article 8.7.3.3), et d'autre part, le plan de défense incendie demeure incomplet au regard des exigences réglementaires (article 8.7.6).

En conséquence, l'inspection propose de mettre en œuvre les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement et de mettre en demeure la société LH Propco Logistics de se conformer pleinement aux prescriptions réglementaires applicables à son établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incidents ou accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 02/09/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport</p>

d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

Demande suite à la visite du 22/07/2025 :

L'exploitant transmettra un rapport d'incident concernant l'incendie du 08/07/2025 conformément à l'article 2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019.

Retour de l'exploitant

Par mail du 24/10/2025, l'exploitant a transmis un rapport d'incident suite à l'incendie du 08/07/2025. Selon ce rapport, l'incendie serait parti du répartiteur gauche de l'armoire électrique principale, alimenté par l'usage d'une rallonge 16A/32A branchée sur une prise triphasée 16A, en violation des règles de sécurité. Ce matériel inadapté aurait probablement provoqué une surintensité ou une mauvaise connexion, entraînant une surchauffe ou un court-circuit non interrompu. L'exploitant s'engage à renforcer la sensibilisation des locataires sur les règles de sécurité électrique et interdiction stricte des dispositifs inadaptés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Extinction automatique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.7.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, dispositifs de prévention des accidents

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 29/09/2025

Prescription contrôlée :

Toutes les cellules du bâtiment sont équipées d'un système d'extinction automatique d'incendie conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage. [...]

Constats :

A - Déplacement des matières combustibles

Demande suite à la visite du 22/07/2025 :

Dans l'attente de la réparation du système d'extinction automatique incendie dans la cellule B3, l'exploitant déplacera les matières combustibles vers une zone où le sprinklage est opérationnel. Si tout ou partie des produits n'est techniquement pas déplaçable, il transmettra à l'inspection un courrier argumenté ; sous une semaine.

Action correctives de l'exploitant

Un bon d'intervention daté du 07/08/2025 atteste de la réalisation de travaux sur l'installation de sprinklage de la cellule B3. Par ailleurs, le dernier rapport semestriel de vérification des installations d'extinction automatique incendie (EAI), en date du 17/09/2025, ne signale aucune non-conformité concernant les équipements susceptibles d'avoir été impactés par l'incendie de juillet 2025. En conséquence, la demande de déplacer les matières combustibles vers une zone dotée d'un sprinklage opérationnel peut être considérée comme soldée.

B - mesures conservatoire : surveillance

Demande suite à la visite du 22/07/2025 :

Les mesures conservatoires définies par l'exploitant, à savoir la surveillance de nuit et les rondes régulières de jour de la cellule B3 seront maintenues jusqu'à la remise en conformité de l'extinction automatique incendie, de l'installation électrique (voir point de contrôle n° 3) et de la détection incendie (voir point de contrôle n° 4) de la cellule B3.

Action corrective de l'exploitant

L'exploitant ayant attesté de la remise en état de l'installation de sprinklage dans la cellule B3, la surveillance de nuit ne semble plus nécessaire.

C - Mise en demeure - sprinklage en état de marche

Écart réglementaire n° 1 constaté lors de la visite du 22/07/2025 :

Le système d'extinction automatique incendie n'étant pas totalement opérationnel en cellule B3, l'inspection propose au préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure le site LH Logistics Propco de respecter les dispositions de l'article 8.7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019, à savoir :

- Toutes les cellules du bâtiment sont équipées d'un système d'extinction automatique d'incendie conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage. [...]

Action corrective de l'exploitant

L'exploitant a justifié que le système d'extinction automatique incendie était de nouveau opérationnel en cellule B3.

Relevé de décision :

L'inspection considère la prescription contrôlée (issue de l'article 8.7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019), visée par l'arrêté de mise en demeure du 22/09/2025, comme respectée.

D - levées des NC du sprinklage

Constat en juillet 2025

Par mail du 28/07/2025, l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification semestrielle de l'installation d'EAI (en date du 20/03/2025). Celui-ci relève plusieurs non-conformités sans risque de

mise en échec de l'installation et 3 non-conformités avec risque de mise en échec de l'installation de sprinklage ; toutes concernant la cellule C1 :

- stockage d'huile moteur (environ 30 palettes),*
- stockage de pneumatiques (interdit car la hauteur du bâtiment est supérieure à 12,2 m),*
- stockage de produits /liquides inflammables (environ 10 palettes).*

Demande 3 : l'exploitant justifiera que l'ensemble des non-conformités (avec et sans risques de mise en échec) relevées dans le rapport de vérification des installations d'extinction automatique incendie du 20/03/2025 sont levées ; sous un mois.

Constat lors de la visite du 27/10/2025

Le dernier rapport de vérification du 17/09/2025 mentionne plusieurs non-conformités sans risque de mise en échec de l'installation, ainsi que deux non-conformités avec risque de mise en échec de l'installation de sprinklage identique à celles relevées lors de la vérification de mars 2025 :

- stockage d'huile moteur (environ 30 palettes),
- stockage de produits /liquides inflammables (environ 10 palettes).

Lors de la visite, l'inspection a constaté que ces produits étaient toujours présents en cellule C1. Elle a rappelé à l'exploitant que, outre leur incompatibilité avec l'installation de sprinklage, leur stockage n'est pas autorisé dans cette cellule. Seules les sous-cellules B6b et B6c sont autorisées à accueillir ce type de produits. Concernant la levée des autres non-conformités du rapport, l'exploitant a indiqué que la société de maintenance était présente sur site le jour de la visite afin d'intervenir sur ces points.

Écart réglementaire

Le rapport de vérification du système d'extinction automatique incendie faisant apparaître deux non-conformités présentant un risque de mise en échec de l'installation, l'inspection propose au préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure le site LH Logistics Propco de respecter les dispositions de l'article 8.7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019, à savoir :

- Toutes les cellules du bâtiment sont équipées d'un système d'extinction automatique d'incendie conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage. [...]*

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Écart réglementaire

Le rapport de vérification du système d'extinction automatique incendie faisant apparaître deux non-conformités présentant un risque de mise en échec de l'installation, l'inspection propose au préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure le site LH Logistics Propco de respecter les dispositions de l'article 8.7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019, à savoir :

- Toutes les cellules du bâtiment sont équipées d'un système d'extinction automatique d'incendie conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage. [...]*

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, dispositifs de prévention des accidents
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 22/10/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques et d'éclairage sont conçues, réalisées et entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Écart réglementaire n° 2 constaté lors de la visite du 22/07/2025 :</u> <i>Étant donné que l'exploitant n'a pas pu justifier l'absence de non-conformité des installations électriques du site par un rapport de vérification de moins d'un an et que les installations électriques dans la cellule B3 ne sont plus fonctionnelles, l'inspection propose au préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure le site LH Logistics Propco de respecter les dispositions de l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019, à savoir:</i> <i>- conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques et d'éclairage sont conçues, réalisées et entretenues en bon état et vérifiées.</i></p> <p><u>Action corrective de l'exploitant</u> Par mail du 24/10/2025, l'exploitant a transmis un bon d'intervention indiquant : <ul style="list-style-type: none"> • le remplacement de l'armoire électrique dans la cellule B3, • la mise en service et des essais concluants, • la remise en service de la centrale incendie. Cependant, une vérification complète des installations électriques de la cellule B3 n'a pas été réalisée depuis les réparations consécutives à l'incendie.</p> <p><u>Relevé de décision :</u> l'inspection considère la prescription contrôlée (issue de l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019), visée par l'arrêté de mise en demeure du 22/09/2025, comme respectée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande 1 :</u> l'exploitant fera réaliser une vérification complète des installations électriques de la cellule B3 et transmettra le rapport de contrôle à l'inspection.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, dispositifs de prévention des accidents
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 06/10/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Écart réglementaire n° 3 constaté lors de la visite du 22/07/2025 :</u> <i>Les installations de détection incendie en cellule B3 étant hors service le jour de la visite, l'inspection propose au préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure le site LH Logistics Propco de respecter les dispositions de l'article 8.4.4 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019, à savoir :</i> <i>- la détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.</i></p> <p><u>Constat lors de la visite du 27/10/2025</u> L'absence de détection incendie en cellule B3 lors de la visite du 22/07/2025 était due à l'absence d'alimentation électrique dans cette même cellule. L'installation électrique étant de nouveau opérationnelle (voir point de contrôle n°3), la détection incendie est de nouveau alimentée électriquement. Par ailleurs, la société de maintenance des installations électriques a indiqué dans son rapport d'intervention : « Remise en service de la centrale incendie OK ». Toutefois, cet élément ne permet pas de justifier qu'une vérification complète de la détection incendie de la cellule B3 a bien été effectuée depuis les réparations consécutives à l'incendie. L'inspection a contrôlé la centrale incendie : aucune anomalie n'est signalée en cellule B3. Cependant, la centrale relève qu'un déclencheur manuel de la détection incendie, situé dans des locaux administratifs (référence : ZDM07 - DMBureau 4B), est noté hors service.</p> <p><u>Relevé de décision :</u> l'inspection considère la prescription contrôlée (issue de l'article 8.4.4 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019), visée par l'arrêté de mise en demeure du 22/09/2025, comme respectée.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Demande 2 : l'exploitant fera réaliser une vérification complète de la détection incendie de la cellule B3 et transmettra le rapport de contrôle à l'inspection.</p> <p>Demande 3 : l'exploitant lèvera la non-conformité identifiée sur la centrale de détection (déclencheur manuel hors service).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 22/10/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>[...]</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute</p>

circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Constat et écart réglementaire relevés lors de la visite du 22/07/2025 :

Les rapports d'intervention sur les vannes et séparateurs hydrocarbures datant du 08/04/2025 font état de plusieurs observations. Ils préconisent notamment le curage des séparateurs d'hydrocarbure (« présence de sable, boue dans le fond du séparateur ») et le remplacement de 14/16 piles au niveau des électrovannes.

***Demande 6 :** l'exploitant justifiera que les non-conformités identifiées lors de la vérification des vannes d'isolement et des séparateurs d'hydrocarbures d'avril 2025 ont bien été levées (sous un mois).*

***Demande 7 :** l'exploitant transmettra le rapport de maintenance des vannes et séparateurs hydrocarbures à réaliser suite à l'incendie (sous un mois).*

Écart réglementaire n° 4 :

Étant donné les remarques faites par la société de maintenance des séparateurs d'hydrocarbure et des vannes d'isolement en avril 2025 et le voyant de défaut de la pompe de relevage, l'inspection demande à l'exploitant de justifier le bon fonctionnement de toutes ces installations et propose au préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure le site LH Logistics Propco de respecter les dispositions de l'article 8.5.3 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019, à savoir:

- les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. [...]

Constat lors de la visite du 27/10/2025

Par mail du 24 octobre 2025, l'exploitant a transmis les rapports d'intervention d'une vanne motorisée (en date du 31/07/2025), des pompes de relevages, des séparateurs d'hydrocarbures et des microstation d'épuration (en date du 20/10/2025). Ces rapports relèvent que :

- la vanne d'isolement motorisée contrôlée est hors service
- les 3 pompes de relevage (permettant de diriger les eaux d'extinction en cascade vers 3 bassins de confinement) ne peuvent fonctionner simultanément en raison d'un câble d'alimentation sous-dimensionné.

L'exploitant a précisé que la vanne de confinement hors service peut être actionnée manuellement et que le gardien, présent 24h/24, maîtrise la procédure de fermeture manuelle. Il indique également, par courriel du 24/11/2025, que le moteur de la vanne a été reçu le 21/11/2025 par le prestataire chargé de son remplacement, et que l'intervention est en cours de planification. Concernant les pompes de relevage, l'exploitant indique qu'elles sont fonctionnelles mais ne peuvent être utilisées que deux par deux.

Par ailleurs, l'article 4.4.4 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019 prévoit la présence de deux vannes de confinement des eaux d'extinction, alors que le rapport d'intervention n'en mentionne qu'une seule.

Relevé de décision :

L'inspection ne peut considérer comme respectée la prescription contrôlée (issue de l'article 8.5.3 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019), visée par l'arrêté de mise en demeure du 22/09/2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 4 : L'exploitant veillera à ce que l'ensemble des vannes de confinement des eaux d'extinction du site soient vérifiées et mises en conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.7.6

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 24/11/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un plan de défense incendie en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule.

Constats :

Demande lors de la visite du 22/07/2025 :

L'exploitant transmettra à l'inspection et au service départemental d'incendie et de secours (SDIS 76) le plan de défense incendie finalisé et à jour (sous deux mois).

Actions corrective de l'exploitant

Par courriel du 24/11/2025, l'exploitant a transmis une nouvelle version de son plan de défense incendie (mis à jour le 18/11/2025). Cette version demeure incomplète. Il manque notamment :

- la procédure de fermeture manuelle des vannes d'isolement du site ;
- le plan d'intervention du site ;
- une procédure relative aux panneaux photovoltaïques en toiture.

Écart réglementaire :

Le plan de défense incendie n'étant pas finalisé et ne comportant pas l'ensemble des éléments requis à l'article 8.7.6 de l'arrêté préfectoral du 17/06/2019, l'inspection propose au préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure le site LH Logistics Propco de respecter les dispositions de cet article, à savoir :

"Le plan de défense incendie comprend :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage ;
- la localisation des interrupteurs centraux ;
- les mesures particulières à prendre en cas d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. "

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 8.7.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 29/09/2025

Prescription contrôlée :

Le bâtiment est doté :

[...]

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Constats :

Demande lors de la visite du 22/07/2025 :

L'exploitant justifiera à l'inspection des installations classées que les robinets d'incendie armés (RIA) et les extincteurs de la cellule B3 ne présentent aucune non-conformité

Constat lors de la visite du 27/10/2025

Par courriel du 24/10/2025, l'exploitant a transmis un rapport de vérification des RIA. Des non-conformités sont relevées sur deux RIA en cellule C1 et trois RIA en cellule B1. L'exploitant a justifié la réalisation des opérations de maintenance pour la cellule C1 mais n'a pas été en mesure de justifier les réparations nécessaires en cellule B3, à savoir :

- RIA B3.9 : rotation non conforme ;
- RIA B3.36 : tuyau non conforme ;
- RIA B3.11 : dévidoir non conforme.

Concernant les extincteurs en cellule B3, l'exploitant a justifié le remplacement de ceux utilisés lors de l'incendie du 08/07/2025 mais n'a pas fait procéder à une nouvelle vérification de l'ensemble des extincteurs de la cellule, notamment ceux situés à proximité du sinistre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 5 : l'exploitant s'assurera que les extincteurs et les RIA de la cellule B3 ne présentent aucune non-conformité et fera réaliser la maintenance nécessaire le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Indisponibilité temporaire du système d'EAI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Pt 22 l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 29/09/2025

Prescription contrôlée :

Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.

Constats :

Demande lors de la visite du 22/07/2025 :

Conformément au point 22 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 et jusqu'à la remise en conformité de l'extinction automatique incendie, l'exploitant renforcera les autres moyens d'extinction de la cellule B3 et les tiendra prêts à l'emploi. L'exploitant définira les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.

<p>Constat lors de la visite du 27/10/2025</p> <p>Les installations d'extinction automatique et de détection incendie ayant été remis en fonctionnement en cellule B3, cette demande peut-être considérée comme respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Porter à connaissance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2019, article 1.5.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modification du champ d'autorisation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'une chambre frigorifique d'environ 2 000 m² en cellule C1 ainsi qu'un stockage extérieur de pneumatiques d'environ 65 m³, situé en face de cette même cellule. Cette modification n'a pas été portée à la connaissance de l'inspection. Bien que ces évolutions n'augmentent pas les quantités autorisées par l'arrêté préfectoral du 17/06/2019, elles nécessitent la transmission d'un dossier de porter à connaissance démontrant que le projet n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires significatifs pour l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 6 : l'exploitant transmettra à l'inspection un dossier de porter à connaissance relatif à l'implantation d'une chambre frigorifique en cellule C1 et au stockage extérieur de pneumatiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>